

PLUS DE TAF POUR LES TAFS !

Bercy a déjà fermé déjà 9 TAF (Trésoreries dans les ambassades) entre 2015 et 2017. Un **nouveau** groupe de travail vient d'annoncer la suite des réjouissances :
- 2019 : fermeture des trésoreries de Dakar, Tunis et Rabat, ainsi que de l'activité civile de la trésorerie de Washington ;

- 2020 :

fermeture des trésoreries de Libreville et d'Alger ;

- 2021 : fermeture de la trésorerie de Djibouti et transfert de l'activité militaire de Washington au comptable du Ministère des Armées

Comme pour les trésoreries de l'Hexagone, les raisons sont : dématérialisation (et oui, on va faire le travail à distance) – norme SEPA (sécurise les échanges financiers) – sécurité des agents (ce qui inquiète notre hiérarchie uniquement quand il s'agit de fermer) – baisse démographique des anciens combattants pensionnés et prise de relais par le MAE (comme pour d'autres missions, on refile le travail à une autre structure !).

Et la suite, c'est beau comme du Verlaine (enfin, à la sauce Bercy, c'est moins joli !) "L'ensemble de ces évolutions incite à la finalisation de l'adaptation du réseau par un transfert des missions des trésoreries à la DSFiPE, et à des régies diplomatiques pour les opérations locales de paiement et d'encaissement."

VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Violée, insultée, attouchée, battue, harcelée, tuée, humiliée, agressée, la parole se libère (un peu) aujourd'hui sur les violences faites aux femmes. Le **samedi 25 novembre** prochain, à l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes se tiendra une manifestation originale à Nantes. RDV à 10h00 devant le palais de justice pour une installation de chaussures rouges qui symboliseront ces violences qui doivent prendre fin.



CAP 2022, LA CGT N'EN EST PAS

Le 26 septembre 2017, le Premier Ministre envoyait une lettre à tous les Ministres pour mettre en place le Comité d'Action Publique 2022. De quoi s'agit-il ?

Dans la lettre son objectif est clair « Accompagner rapidement la baisse des dépenses publiques... Les objectifs ambitieux que nous nous sommes fixés en matière de réduction de la dépense publique impliquent de revoir profondément et durablement les missions de l'ensemble des acteurs publics que sont l'état, les opérateurs, les collectivités territoriales... »

Comme nous l'écrivions à l'époque, il s'agit avant tout d'**abandonner et privatiser des missions des services publics**. Ce Comité AP 2022 de part sa composition (moitié énarques, moitié vautours de la Finance, en précisant qu'ils et elles sont devenu.es interchangeable.s) nous laisse penser que les conclusions sont écrites à l'avance. Déjà désabusées par la méthode Macron du simulacre de concertation, les organisations syndicales de la fonction publique CGT, FO, Solidaires ont décidé de se retirer du cycle de groupes de travail relatif à la mise en place du Forum de l'action publique. Dès les premières réunions de préparation du Forum de l'action publique, il était déjà clairement apparu que celui-ci n'était qu'une mascarade permettant au gouvernement d'afficher un prétendu « dialogue social ». La rédaction en profite pour faire un petit coucou amical aux OS qui se prêtent au jeu de la Comedia dell'Arte du gouvernement en leur souhaitant de ne pas collaborer plus encore à l'enfumage en cours des salarié.es et citoyen.nes.

FAIRE SAUTER LA BANQUE (DE FRANCE)

Les organisations syndicales de la Banque de France ont lancé une grande semaine d'action pour faire échec au plan social du gouverneur qui implique **une baisse de 40% des effectifs en moins de 20 ans**. Nous vous invitons à signer la pétition unitaire " Rien ne va plus à la Banque de France" : <https://www.change.org/p/rien-ne-va-plus-a-la-banque-de-france?recruiter=828744205>

REGLES DE GESTION

Les organisations syndicales de la DGFIP ont rencontré Bruno Parent au sujet du projet de l'évolution des règles de gestion en matière de mutations. Force est de constater que l'analyse de la CGT est confortée par les paroles du DG. Pour lui, *les règles actuelles, issues des discussions de la fusion, sont à ses yeux trop favorables aux agents*. Pour la CGT, il faut se battre pour garder ce qui avait été gagné : **des règles justes et équitables, protégeant de l'arbitraire des directions locales !** À défaut de réunir un front commun des OS (et là encore, on le déplore), la CGT met à disposition une pétition qu'il est urgent de signer et faire signer !

